

# Réalités locales des projets du marché du carbone en Afrique

COMPILATION DE QUATRE ÉTUDES DE CAS

Avril 2022



# SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I. Étude de cas 1- Cuisson efficace et propre pour les ménages à faible revenu du Mozambique-Georges Dimitrov VPA 1</b>	
I.1. Description du projet	8
I.2. Transparence dans la gestion financière du Projet	9
I.3. Impacts du projet	9
I.4. Additionnalité du projet	10
I.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet	11
I.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou au développement de projets communautaires	13
<b>II. Étude de cas 2 : Régimes de cuiseurs améliorés PoA multi-pays, Mozambique</b>	
II.1. Description du projet	15
II.2. Transparence dans la gestion financière du Projet	16
II.3. Impacts du projet	16
II.4. Additionnalité du projet	18
II.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet	18
II.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires	20
<b>III. Étude de cas 3- Révégétalisation avec des arbres fruitiers dans la province de Manica du Nord, Mozambique</b>	
III.1. Descriptif du projet	22
III.2. Transparence dans la gestion financière du Projet	22
III.3. Impacts du projet	23
III.4. Additionnalité du projet	24
III.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet	24
III.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires	27
<b>IV. Étude de cas 4. Promotion des fourneaux améliorés Wanrou au Benin et au Togo</b>	
IV.1. Description du projet	29
IV.2. Transparence dans la gestion financière du Projet	29
IV.3. Impacts du projet	29

IV.4. Additionnalité du projet	30
IV.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet	30
IV.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires	33
<b>V. Conclusion et recommandations</b>	<b>34</b>

## ABRÉVIATIONS

<b>ACDESPE</b>	Association Camerounaise pour le Développement, l'Entraide Sociale et la Protection de l'Environnement
<b>ANaF</b>	Association Nationale des Femmes agricultrices du Bénin
<b>CCNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>CO<sub>2</sub></b>	Dioxyde de Carbone
<b>CREDEL</b>	Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local
<b>EGAN</b>	Evangelização Geral de Ajudas Aos Necessitados
<b>GES</b>	Gaz à Effet de Serre
<b>MDP</b>	Mécanisme de développement propre
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PAV</b>	Projet d'activités volontaires
<b>USD</b>	Dollar américain
<b>VCS</b>	Verified Carbon Standard

Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de [Brot für die Welt](#), une organisation d'aide, ainsi que le soutien technique de [Carbon Market Watch](#), une association sans but lucratif. Le contenu du rapport relève de la seule responsabilité de l'Association Camerounaise pour le Développement, l'Entraide Sociale et la Protection de l'Environnement, et ne reflète pas nécessairement le point de vue de Brot für die Welt ou de Carbon Market Watch.

## AVANT-PROPOS

A l'heure des discussions pour la mise en place des systèmes d'échange de crédits carbone dans le cadre de la croissance des marchés « volontaires » du carbone et de l'application de l'Article 6 de l'Accord de Paris, la place des organisations de la société civile et des communautés dans les projets de marché du carbone reste à formaliser.

Dans ce contexte, l'Association Camerounaise pour le Développement, l'Entraide Sociale et la Protection de l'Environnement (ACDESPE) a mené un projet de recherche pour identifier et évaluer le niveau d'engagement et de participation de la société civile africaine dans des projets de marché volontaire du carbone.

Il faut signaler que cette étude a été menée dans un contexte où les organisations de la société civile (OSC) en Afrique, bien que volontaires et enthousiastes, ne disposent pas de ressources techniques et financières adéquates pour mener à bien leur mission dans le respect des standards internationaux. Aussi, cette étude faite principalement avec l'appui des OSC locales, souhaite donner les grandes tendances du marché volontaire du carbone en Afrique avec des imperfections découlant du contexte local.

Je tiens à remercier chaleureusement notre partenaire Carbon Market Watch, pour son assistance technique et financière dans le cadre de cette étude, ainsi que les personnes suivantes qui se sont volontairement engagées à travailler pour que ce rapport soit effectif :

- Nos partenaires OSC EGAN et CREDEL, respectivement au Mozambique et au Bénin ;
- Yves NZITAT, le consultant en charge de la rédaction du rapport ;
- Bérénice Kiliane MOMO, Pierre NGUEDONG, Elise MBOLDA,

**Anyssé KENFACK NGNINTEDEM**  
Président de l'ACDESPE  
Chercheur en Economie Verte

## Introduction

Face aux conséquences dramatiques des changements climatiques au niveau mondial, la communauté internationale a mis un certain nombre de mécanismes en place pour résorber les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Parmi ces mécanismes, l'échange de crédits carbone est l'un des plus connus. Un crédit carbone est censé représenter une tonne d'équivalent CO<sub>2</sub> qui n'a pas été émise ou qui a été retirée de l'atmosphère.

Le crédit carbone est un mécanisme, dont l'achat permet de financer des projets ayant pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou la séquestration de carbone. Dans le monde, il existe plusieurs mécanismes de crédit carbone, dont le mécanisme de développement propre (MDP) qui a été encadré au niveau international par le protocole de Kyoto. Le protocole de Kyoto, accordé sous l'égide de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) adoptée en 1992, est un traité international entré en vigueur en 1997 ayant pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Opérationnel depuis 2006 à 2020, le MDP a enregistré plus de 1 650 projets et a généré des crédits carbone s'élevant à plus de 2,9 milliards de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> au cours de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto (2008-2012), selon la CCNUCC<sup>1</sup>. Toutefois, ces dernières années, le MDP fait face à des critiques, notamment concernant le déséquilibre géographique dans la répartition des projets : 82% des projets MDP sont situés dans la région Asie-Pacifique, 13% en Amérique latine et que 3% en Afrique. Cinq pays (Chine, Inde, République de Corée, Brésil, Mexique) comptent pour 93% de l'offre de crédits émis. Par ailleurs, la contribution au développement durable et le caractère additionnel de certains types de projets ont également été mis en cause (« l'additionnalité » fait référence au fait que la vente de crédits carbone doit être déterminante pour la mise en œuvre des projets)<sup>2</sup>.

Les projets carbonés en Afrique peuvent participer au développement en apportant des solutions propres dans les domaines technologiques et dans les pratiques, mais le manque d'encadrement juridique peut entraîner la mise à l'écart des communautés locales dans le partage des bénéfices financiers issus de la vente des crédits carbone.

De ce fait, l'ACDESPE a conduit une enquête pour analyser l'implication des communautés locales dans les projets carbone en Afrique sub-saharienne afin de voir si ces projets adressent véritablement leurs besoins et prennent en compte leurs avis. Il s'agit de voir si les critères de durabilité au niveau des communautés locales sont vraiment pris en compte.

---

<sup>1</sup> Source : [https://www.citepa.org/fr/2021\\_01\\_a14/](https://www.citepa.org/fr/2021_01_a14/)

<sup>2</sup> Source : <https://www.ecologie.gouv.fr/mecanismes-internationaux-et-nationaux-reduction-des-emissions>

Notre étude de l'implication de la société civile dans quatre projets carbone au Mozambique et au Benin a consisté principalement à collecter des informations, via l'administration d'un questionnaire, auprès de différentes parties prenantes de ces projets : populations locales, femmes, organisations de la société civile (OSC), responsables gouvernementaux et exécutants de projets.

Au Mozambique, pour les trois études de cas, 40 femmes, 11 Organisations de la société civile (MozCarbon, KULIMA, LUPA, AVSI, CarbonSink Srl, KULIMA, AENOR, MAC IN MOZAMBIQUE (MIM), Child Fund) 02 représentants du gouvernement (1 responsable du Ministère en charge des domaines, de l'Environnement et du Développement rural ; 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables), et 06 gestionnaires de projets (des organisations recrutées par le promoteur dans certains cas) ont été consultés.

Au Bénin, 18 femmes, 02 représentants de la société civile (Association Nationale des Femmes Agricultrices ; Alpha Oméga Environnement) et 03 gestionnaires de projet d'Eco-Bénin ont été consultés.

## I. Étude de cas 1- Cuisson efficace et propre pour les ménages à faible revenu du Mozambique-Georges Dimitrov VPA 1

Données collectées par l'ONG **Evangelização Geral de Ajudas Aos Necessitados (EGAN)**, Mozambique

INFORMATIONS CLÉS DU PROJET	
<b>Nom du projet</b>	Cuisson efficace et propre pour les ménages à faible revenu du Mozambique – Georges Dimitrov VPA1- <sup>3</sup>
<b>Date de début du projet</b>	Juillet 2015
<b>Date de début des crédits</b>	01 Janvier 2016
<b>Durée</b>	7 ans
<b>Norme d'enregistrement du projet</b>	Gold standard
<b>Numéro</b>	6155
<b>Méthodologie</b>	AMS-II.G, Mesures d'efficacité énergétique dans les applications thermiques de la biomasse non renouvelable
<b>Pays du projet</b>	Mozambique
<b>Promoteur de projet</b>	Mozambique Carbon Initiatives Limitada
<b>Fournisseurs de fonds</b>	KPMG Finlande (Finlande, Australie, Royaume-Uni)
<b>Objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> (en tonnes)</b>	23 834 tCO <sub>2</sub> e chaque année
<b>Modèle de gestion</b>	Participatif
<b>Impacts</b>	SDG1, SDG3 et SDG13

<sup>3</sup> <https://registry.goldstandard.org/projects/details/1084> ; <https://www.southpole.com/uploads/media/lsc-vpa-v22-annex-q.pdf>

## I.1. Description du projet

Selon un document de conception du projet<sup>4</sup>, 75 % de la population urbaine de la région de Maputo au Mozambique dépend du charbon de bois pour répondre aux besoins en énergie pour la cuisine. Les prix du charbon de bois augmentent sur le marché, créant des difficultés économiques pour les habitants des zones péri-urbaines. La cuisson qui utilise la biomasse dans des fourneaux inefficaces a des effets dangereux sur la santé, contribuant à l'émergence de maladies respiratoires, affectant principalement les femmes et les enfants. De plus, l'utilisation de charbon de bois dans des fourneaux inefficaces contribue à une déforestation rapide et à la dégradation des forêts.

Le but de ce projet est la diffusion de fourneaux améliorés dans les centres communautaires de 25 de Junho, Bagamoyo, George Dimitrov, Inhagoia, Inhagoia A, Nsalene, Magoanine A, Malhazine et Zimpeto (sud) à Maputo, Mozambique. L'objectif est de remplacer les fourneaux conventionnels utilisant du charbon de bois par des fourneaux améliorés.

Les fourneaux distribués dans le cadre de ce projet, sont des appareils portables au service des utilisateurs domestiques. Ces fourneaux améliorés sont plus efficaces pour transférer la chaleur du combustible à la marmite, économisant ainsi du combustible (charbon) par rapport aux fourneaux actuellement utilisés au Mozambique. Le projet a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre en remplaçant les fourneaux traditionnels par des fourneaux améliorés. L'objectif est de s'attaquer aux problèmes majeurs liés à la cuisson au Mozambique : déforestation pour la production du bois et de charbon de bois, incidence importante des maladies respiratoires résultant de la pollution intérieur et dépenses élevées en combustible pour la cuisson.

En mettant en œuvre ce programme, MozCarbon vise à générer des crédits carbone, permettant aux ménages de posséder un fourneau amélioré à prix subventionné (fourneau coûtant environ 10 USD et vendu à 6 USD). La diffusion a commencé dans la province de Maputo et se déplacera ensuite vers d'autres régions du pays. Les fourneaux à diffuser comprennent le charbon de bois et les fourneaux de cuisine qui réduisent d'au moins 40 % le charbon de bois ou le bois de chauffage par rapport aux fourneaux traditionnels.

---

<sup>4</sup> <https://www.southpole.com/uploads/media/lsc-vpa-v22-annex-q.pdf>



## I.2. Transparence dans la gestion financière du Projet

Tous les acteurs consultés dans le cadre de ce rapport reconnaissent avoir reçu peu d'information sur le montant du budget du projet et la manière dont il a été utilisé.

Ainsi, les organisations de la société civile parties prenantes du projet affirment que « Nous n'avons aucune idée du montant alloué à ce projet, mais nous savons qu'une partie du budget a été consacrée à l'installation de fourneaux améliorés et à leur diffusion au Mozambique. Le projet repose sur la vente des fourneaux améliorés et la vente des crédits carbone, ce qui garantit sa pérennité financière ».

Point de vue partagé par les représentants du gouvernement (Ministère en charge de l'environnement et du développement rural et Ministère en charge des énergies renouvelables) qui affirment que « Nous avons été initialement contactés en 2012 pour discuter du programme mais le détail sur le budget total du projet n'a pas été mentionné ».

Les promoteurs du projet (Mozambique Carbon Initiatives) donnent plus d'information lorsqu'ils affirment que : « Ce projet a reçu la subvention Energy and Environment Partnership (EEP & EA), financée par les gouvernements de la Finlande, de l'Autriche et du Royaume-Uni et coordonnée par KPMG Finlande. L'accès à la subvention EEP a permis de démarrer la première phase du projet de foyers [fourneaux] en aidant à couvrir les coûts d'importation des foyers améliorés et les fonds destinés à la mise en œuvre des activités du projet qui comprend l'installation de foyers améliorés au Mozambique pour remplacer les foyers traditionnels et la diffusion. La Société allemande de coopération internationale (GIZ) a soutenu le suivi et la commercialisation. »

EGAN précise que le manque d'informations sur le budget du projet et les montants précis des différentes dépenses reflète un manque de transparence de la part des promoteurs qui ne se sentent pas redevables auprès des populations et autorités mozambicaines. Cet état de faits est de nature à entamer la confiance des mozambicains sur les motivations réelles du projet.

## I.3. Impacts du projet

Aucun effet négatif n'a été enregistré comme conséquence du projet selon toutes les 18 personnes consultées.

Ainsi, d'après les habitants consultés (habitants et leaders communautaires, hommes et femmes inclus), le projet contribue à l'amélioration de la qualité de l'emploi en particulier pour les

femmes et les jeunes qui sont employés dans la production de fourneaux, les activités de commercialisation et le suivi – environ 69 emplois directs ont été créés par ce projet spécifique, dont environ 71% de jeunes femmes.

Pour les femmes consultées (05 au total), le projet contribue à la promotion de la bonne santé et du bien-être de nombreuses familles avec une meilleure qualité de l'air. Elles affirment qu'environ 93% d'entre elles, ont signalé une diminution de la quantité et de la qualité de la fumée dans la cuisine.

Pour les représentants de la société civile consultés (KULIMA, LUPA et AVSI), le projet contribue à diminuer la consommation de charbon de bois – environ 94% des utilisateurs de fourneaux ont signalé une diminution de la consommation de charbon de bois réduisant ainsi les quantités mensuelles et les coûts liés à l'achat de charbon de 60% à peu près.

Selon les représentants du gouvernement consultés (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables), le projet contribue à l'accès à une énergie abordable et propre à 5 731 familles avec des fourneaux à charbon de bois propres - les bénéficiaires directs étant les ménages à faible revenu.

Enfin pour les gestionnaires du projet consultés (02), le projet contribue à l'action climatique en réduisant 23 834 tCO<sub>2</sub>e émises chaque année. En général, le projet contribue aux objectifs de développement durable plus larges en assurant la durabilité environnementale, en réduisant les taux de mortalité infantile. Il contribue aussi à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim en réduisant le nombre de personnes ayant un revenu inférieur à 1 USD en établissant une plateforme pour l'emploi.

#### **I.4. Additionnalité du projet**

Les conditions socio-économiques des habitants de Maputo représentent un obstacle majeur pour l'acquisition des fourneaux améliorés et même leur vulgarisation sans les subventions du projet. Ainsi, sans le projet la transition vers des pratiques de cuissons des aliments efficaces qui préservent la santé des populations et l'intégrité des écosystèmes boisés est impossible.

## **I.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet**

### **Comment les parties prenantes ont eu connaissance du projet**

Toutes les parties prenantes du projet y compris la population locale, les femmes, les organisations de la société civile, les représentants du gouvernement (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables) et les gestionnaires de projet - ont été invitées par lettre, tandis que l'invitation publique a été faite par le biais du journal papier le plus important du pays : « Jornal Noticias ». L'invitation des parties prenantes est parue trois fois dans le journal pendant une semaine.

Un autre moyen était d'envoyer des lettres d'invitation dans les quartiers des zones périurbaines de Maputo, afin que les leaders locaux fassent passer le message à chaque chef de blocs et qu'ensuite ceux-ci fassent connaître la réunion aux habitants. D'autres invitations ont été envoyées par courrier électronique aux différentes parties prenantes œuvrant le secteur de la cuisine et de l'énergie propre, et de l'environnement en général.

Ces invitations ont été faites en Avril 2013, soit plus de 2 ans environ avant le début effectif du projet, les parties prenantes consultés et EGAN affirment que ces moyens utilisés pour informer la population sur le projet étaient efficaces et inclusifs car ils ont permis de toucher les populations cibles à Maputo.

### **Réunions de concertation**

Une consultation des parties prenantes locales pour le projet a été réalisée le 08 mai 2013 à Maputo à l'Université Eduardo Mondlane (Complexo Pedagógico) conformément aux règles du Gold Standard. Les fourneaux améliorés ont commencé à être installés dans la phase pilote en 2015, suivi de l'installation des fourneaux dans le cadre du projet proprement dit en janvier 2016.<sup>5</sup>

La deuxième rencontre de consultation a eu lieu au Centre communautaire George Dimitrov le 5 décembre 2015. L'objectif de la réunion était d'expliquer le projet, les avantages de l'utilisation des fourneaux améliorés, la méthodologie de la collecte des informations dans les ménages acquéreurs des fourneaux améliorés, les modalités d'acquisition et d'achat des fourneaux améliorés, y compris les avantages de leur utilisation.

---

<sup>5</sup> Source : <https://www.southpole.com/uploads/media/vpa-dd-ver081.pdf>

Les principales préoccupations des parties prenantes ont tourné principalement autour du prix des fourneaux et les modalités d'achat qui devraient être accessibles aux ménages pauvres ; la sensibilisation des ménages qui devrait se faire en langage simple pour permettre la compréhension et faciliter l'adhésion au projet ; la durée de la distribution des fourneaux ; l'implication des vendeurs de charbon.

### **Implication des parties prenantes dans la réalisation du projet**

- Les ONG travaillant dans l'environnement, les forêts et l'énergie propre, y compris la cuisine propre, travaillent dans différents aspects comme la mise en œuvre sur le terrain, le financement, le suivi et l'évaluation.
- Les leaders locaux des quartiers prévus pour la diffusion des fourneaux, agiront en tant que mobilisateurs de la communauté pour l'adoption et l'utilisation continue des fourneaux améliorés.
- les populations locales, en particulier les femmes, qui seront les bénéficiaires finaux des fourneaux améliorés.
- Les jeunes des quartiers qui ont le potentiel de travailler dans la promotion et la distribution des fourneaux, dans la production et/ou l'assemblage de fourneaux.
- Entreprises et ONG travaillant dans la production de fourneaux avec le potentiel d'être des partenaires au sein du projet, pour fournir des fourneaux améliorés de haute qualité.

### **Prise en compte des préoccupations des parties prenantes**

La contribution des parties prenantes locales (population locale, femmes, organisation de la société civile, représentants du gouvernement et chefs de projet) a été reçue au cours des réunions de concertation et à travers des formulaires de retour d'information.

Ainsi, selon les parties prenantes le projet ne réduit ni ne met en danger l'accès ou le contrôle des femmes sur les ressources ou les avantages. Au lieu de cela, il est prévu que les femmes, en tant que principales responsables des ressources en combustible de cuisson et des activités de cuisson, auront un meilleur contrôle de ces ressources (la quantité de charbon de bois nécessaire/jour est réduite et du temps sera économisé car la cuisson peut être faite plus

rapidement) et en plus bénéficient le plus pour les améliorations de santé attendues causées par la réduction de l'inhalation de fumée pendant les activités de cuisine.

D'après les commentaires reçus lors de la consultation et présentés dans les formulaires d'évaluation, la majorité des participants font preuve d'une attitude positive envers le projet. Les principaux aspects positifs du projet, selon les participants, sont la réduction de la consommation de biomasse pour la cuisson et ses implications financières pour la famille, l'orientation environnementale du projet, le potentiel d'utilisation anticipé des fourneaux produits localement, l'approche participative du projet, la possibilité d'améliorer la qualité de vie (santé et économique) des communautés<sup>6</sup>.

## **I.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou au développement de projets communautaires**

Dans le cadre du projet les fourneaux améliorés sont vendus aux ménages bénéficiaires à des prix subventionnés (environ 6 USD) en contrepartie de leur cession des droits sur les crédits carbone produits. Ces bénéficiaires peuvent acheter leurs fourneaux améliorés cash ou par tranches – les revenus de certains ménages étant très bas, il leur est difficile de payer en un seul versement. Les revenus issus de la vente des fourneaux sont réinvestis dans la production de nouveaux fourneaux et dans la sensibilisation dans les campagnes de vulgarisation).

---

<sup>6</sup> Source : <https://www.southpole.com/uploads/media/vpa-dd-ver081.pdf>

## II. Étude de cas 2 : Régimes de cuiseurs améliorés PoA multi-pays, Mozambique

Données collectées par l'ONG **Evangelização Geral de Ajudas Aos Necessitados (EGAN)**, Mozambique

INFORMATIONS CLÉS DU PROJET	
<b>Nom du projet</b>	PoA multi-pays pour les régimes de cuisine améliorés GS1247 <sup>7</sup>
<b>Date de début du projet</b>	26 mars 2014
<b>Durée</b>	7 ans
<b>Norme d'enregistrement du projet</b>	Gold standard
<b>Numéro</b>	GS1247 VPA 23
<b>Méthodologie</b>	GS TPDDTEC v 1, Technologies et pratiques visant à remplacer la consommation d'énergie thermique décentralisée
<b>Pays du projet</b>	Mozambique
<b>Promoteur de projet</b>	CO2 Balance UK Ltd
<b>Fournisseurs de fonds</b>	CO2 Balance UK Ltd
<b>Objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> (en tonnes)</b>	67 150 tCO <sub>2</sub>
<b>Modèle de gestion</b>	Participatif
<b>Impacts</b>	SDG1, SDG3, SDG7 et SDG13

<sup>7</sup> <https://registry.goldstandard.org/projects/details/529>

## II.1. Description du projet

L'objectif du projet est de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de la combustion de biomasse (bois de feu et charbons) pour la cuisson et le traitement de l'eau en distribuant des fourneaux à haut rendement énergétique aux ménages/communautés de Maputo à Chamanculo C, au Mozambique<sup>8</sup>.

Plus précisément:

- La distribution de fourneaux améliorés aux ménages qui cuisinent actuellement sur des appareils inefficaces réduit les émissions de carbone en permettant aux familles de cuisiner la même quantité de nourriture en utilisant moins de biomasse non renouvelable ;
- Les fourneaux efficaces sont distribués aux ménages/installés dans les communautés pour un prix d'installation nominal ou par le biais d'un modèle de vente subventionné. En introduisant des frais minimes, pour que les bénéficiaires s'en approprient mieux, valorisent davantage la technologie et donc l'adoption, l'utilisation et l'intérêt continu pour le projet ;
- Les bénéficiaires concluent un accord avec CO2balance UK Ltd, transférant les droits aux crédits carbone générés par le projet en échange de la technologie subventionnée. Les utilisateurs doivent également accepter de se soumettre à un programme de suivi pour s'assurer qu'ils utilisent bien la technologie acquise ;
- CO2balance UK Ltd entreprend un processus approfondi d'engagement des parties prenantes pour que chacun des utilisateurs comprennent l'accord, soient formés à l'utilisation de la technologie et soient en mesure de donner un retour d'information adéquat sur leur utilisation de la technologie.

En mettant en œuvre ce programme, MozCarbon vise à générer des crédits carbonés, permettant aux ménages de posséder un fourneau amélioré à prix subventionné. La diffusion a commencé dans la province de Maputo et se déplacera ensuite vers d'autres parties du pays. Les fourneaux à diffuser réduisent d'au moins 40 % le charbon de bois ou le bois de chauffage par rapport aux fourneaux traditionnels.

---

<sup>8</sup> <https://platform.sustain-cert.com/public-project/158>

## II.2. Transparence dans la gestion financière du Projet

Tous les acteurs consultés dans le cadre de ce rapport reconnaissent n'avoir aucune information sur le montant du budget du projet et la manière dont il a été utilisé.

Ainsi, le groupe de femmes consulté a affirmé que : « Nous n'avons aucune idée du montant alloué, mais on nous a dit que les projets de fourneaux améliorés de CO2balance offrent aux ménages des solutions de cuisson propres subventionnées ou gratuites, adaptées aux coutumes et aux contextes locaux. »

Les représentants (02) de l'administration publique ne sont pas plus informés quand ils affirment que : « Nous n'avons pas été informés en détail du budget total du projet. »

Même les gestionnaires du projet (CarbonSink, AVSI, ONG en charge de la mise en œuvre du projet sur le terrain) ne donnent pas d'information précise à ce sujet lorsqu'ils affirment que : « Le financement provient des fonds de certification Gold Standard / du pays hôte. Les activités du projet dans le cadre du programme d'activités (PoA) sont soutenues par le financement provenant de la certification Gold Standard. Le financement provenant de la certification Gold Standard finance, en totalité ou en partie, la mise en œuvre continue de tous les projets dans le cadre de ce PoA. Cela peut inclure le financement de la mise en œuvre du projet, comme la réparation des points d'eau ou la subvention des technologies domestiques, et la mise en œuvre continue du projet, comme l'entretien, les réparations et les campagnes de sensibilisation. »

## II.3. Impacts du projet

Selon l'ensemble des parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport, le projet n'entraîne aucun effet nocif sur l'environnement ou la santé humaine.

Ainsi, pour les habitants consultés (05 au total), le projet permet d'économiser jusqu'à 50% sur le charbon de bois consommé pour la cuisine, et jusqu'à 190 \$ par an d'économies pour les familles locales. Il donne de l'emploi aux habitants à travers le recrutement de locaux pour la distribution des nouveaux fourneaux. Le projet contribue ainsi à la réduction de la pauvreté des communautés bénéficiaires. En plus de ces bienfaits économiques, l'utilisation des fourneaux améliorés réduit considérablement les effets nocifs sur la santé associés à l'inhalation de la fumée.



Pour les femmes consultées (05 au total), grâce à cette technologie innovante, les familles économisent de l'argent, car il faut acheter moins de charbon de bois, libérant d'importantes ressources économiques à d'autres fins. Une amélioration des conditions de vie est aussi notée, notamment la diminution de l'incidence des maladies respiratoires dues aux émissions de fumées présentes dans l'environnement domestique notamment chez les femmes et les enfants. Sur le plan économique, de nouvelles opportunités d'emplois ont été créées pour les activités de distribution et de réparation de fourneaux ainsi que pour les activités de suivi du projet. Un gain de temps est aussi noté, car moins de temps est nécessaire à la fois pour l'achat de carburant et les activités de cuisine. Cela permet de consacrer plus de temps à d'autres tâches telles que l'éducation des enfants.

Pour les organisations de la société civile consultées (KULIMA et LUPA), le projet contribue à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, car moins de bois est nécessaire pour la production de charbon de bois. Le projet participe également à la réduction des émissions de GES, à la fois pendant les activités de cuisson et pendant la production de charbon de bois, car moins de charbon de bois est nécessaire pour être brûlé et produit. Le projet permet également la réduction des effets négatifs causés par la déforestation et les activités de production de charbon de bois sur la population ; il contribue à l'amélioration de la qualité de l'air dans l'environnement domestique car moins de charbon de bois est brûlé à des fins de cuisson.

Pour les représentants de l'Etat, (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables) le projet contribue à la réduction du taux de déforestation induit par la production de charbon de bois et à la réduction des émissions de GES, à la fois pendant les activités de cuisson et pendant la production de charbon de bois.

D'après les gestionnaires du projet (Carbon Sink, AVSI), l'un des principaux avantages du projet est la réduction des gaz à effet de serre, obtenue grâce à la diminution de l'utilisation du charbon de bois produit avec de la biomasse non renouvelable. L'utilisation des fourneaux améliorés a réduit de manière significative les brûlures et blessures causées par l'exposition aux feux ouverts chez les ménagères. Le projet génère également des emplois et des revenus pour les personnes via la distribution et l'entretien des fourneaux, ainsi que la formation et l'emploi de personnel d'éducation communautaire et les activités de suivi du projet.

## **II.4. Additionnalité du projet**

Pour toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport, le projet a contribué à relever les moyens de subsistance des familles bénéficiaires par la diminution des dépenses liées à l'acquisition de charbon de bois et la réduction de la pollution intérieure. Le projet assure à long terme des solutions simples et sûres pour le développement durable dans la ville de Maputo à Bairro Chamanculo C. Sans le financement du carbone, ce projet n'existerait pas.

## **II.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet**

### **Comment les parties prenantes ont eu connaissance du projet**

Toutes les parties prenantes, y compris la population locale, les femmes, les organisations de la société civile, les représentants du gouvernement et les chefs de projet ont été invitées. Une variété de méthodes a été utilisée pour les atteindre. Ainsi, certains ont été invités par lettre tandis que l'invitation publique a été faite à travers le journal le plus important du pays : « Jornal Noticias ». L'invitation des parties prenantes est parue trois fois dans le « Journal Noticia » pendant une semaine.

Un autre moyen utilisé a été l'envoi des lettres aux quartiers des zones périurbaines de Maputo, afin que les leaders locaux fassent passer le message à chaque chef de bloc et qu'ensuite ceux-ci fassent connaître la réunion aux habitants. Enfin, certaines invitations ont été envoyées par mail. Ces activités se sont déroulées en début du mois de janvier 2014 environ deux mois avant le début du projet.

Toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de cette étude ont reçu des invitations par des lettres. Ils jugent le processus utilisé pour l'information des parties prenantes efficace et inclusif.

### **Réunions de concertation**

Deux réunions de consultation des parties prenantes locales ont eu lieu au Bairro Chamanculo C les 24 et 27 Janvier 2014, et a connu la participation directe de la population locale, les femmes, les organisations de la société civile, les responsables gouvernementaux et les chefs de projet.

Les deux réunions ont réuni au total 311 personnes, avec une bonne représentation des différentes parties prenantes, y compris les autorités locales, les leaders communautaires, les ONG et les futurs bénéficiaires des fourneaux améliorés. La réunion a été très fructueuse et les participants (dont 65% de femmes) ont chaleureusement accueilli l'initiative. La distribution des fourneaux a commencé le 17 mars 2014, par les ONG locales partenaires.

### **Implication des parties prenantes dans la réalisation du projet**

- **Habitants consultés (2 dirigeants locaux et 3 habitants de Bairro Chamanculo C dans la ville de Maputo) :** les populations ont aidé à identifier les zones du projet et/ou les ménages propices à la vente et à la distribution de fourneaux.
- **Femmes consultées (5 représentantes communautaires à Bairro Chamanculo C dans la ville de Maputo) :** Les femmes ont transmis le message à leurs communautés respectives, aux groupes de femmes et aux groupes de jeunes.
- **Organisations de la société civile consultées (AVSI, CarbonSink Srl , KULIMA et autres) :** les organisations de la société civile se sont engagées dans différents aspects tels que la mise en œuvre sur le terrain, le financement, le suivi et l'évaluation, et également engagée dans la production de fourneaux en tant que partenaires, pour fournir des fourneaux de cuisson à biomasse améliorés de haute qualité.
- **Représentants du gouvernement (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables) :** le Gouvernement a veillé à ce que les activités du projet soient conformes aux politiques, stratégies et meilleures pratiques du pays
- **Gestionnaires du projet (1 représentant de Carbon Sink Srl et 1 représentant d'AVSI) :** les gestionnaires de projet en partenariat avec les dirigeants communautaires, les ONG et d'autres organisations communautaires locales, ont lancé une procédure de sensibilisation pour s'assurer que les ménages/bénéficiaires comprennent les avantages de la technologie. Les problèmes culturels ont été abordés et les utilisateurs ont été formés à l'utilisation optimale du matériel.

## **Prise en compte des préoccupations des parties prenantes**

La contribution des parties prenantes locales (population locale, femmes, organisation de la société civile, représentants du gouvernement et chefs de projet) a été reçue au cours de la réunion d'information du projet et à travers des formulaires de retour d'information. Dans l'ensemble, les commentaires des parties prenantes sur le projet ont été positifs. Les parties prenantes ont déclaré qu'il n'y avait rien qu'elles n'aimaient pas dans le projet. Comme aucune préoccupation environnementale ou autre n'a été soulevée au cours du processus de consultation des parties prenantes, la conception du projet n'a pas été modifiée.

## **II.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires**

Le projet distribuera des cuisinières efficaces et/ou des technologies d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable à un tarif fortement subventionné aux ménages cuisinant avec de la biomasse non renouvelable et/ou n'ayant pas accès à l'eau potable. Les technologies réduiront les émissions de carbone en permettant aux familles de cuisiner la même quantité de nourriture en utilisant moins de biomasse non renouvelable et en supprimant la nécessité de faire bouillir l'eau comme forme de traitement avant la consommation, réduisant ainsi davantage les émissions de carbone.

### III. Étude de cas 3- Récultivation avec des arbres fruitiers dans la province de Manica du Nord, Mozambique

Données collectées par l'ONG **Evangelização Geral de Ajudas Aos Necessitados (EGAN)**, Mozambique

INFORMATIONS CLÉS DU PROJET	
<b>Nom du projet</b>	Récultivation avec des arbres fruitiers dans la province de Manica du Nord, au Mozambique <sup>9</sup>
<b>Date de début du projet</b>	28 mai 2015
<b>Durée</b>	20 ans
<b>Norme d'enregistrement du projet</b>	Verra Verified Carbon Standard (VCS Standard v4.0)
<b>Numéro</b>	2085.
<b>Méthodologie</b>	« AR-ACM0003, Boisement et reboisement des terres à l'exception des zones humides – Version 2.0 » (Mécanisme de développement propre)
<b>Pays du projet</b>	Mozambique
<b>Promoteur de projet</b>	Agrimoz Sarl
<b>Fournisseurs de fonds</b>	Macs In Moz Ltda (MIM)
<b>Objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> (en tonnes)</b>	615 978 tCO <sub>2</sub> eq
<b>Modèle de gestion</b>	Participatif
<b>Impacts</b>	SDG1, SDG3, SDG7 et SDG13

<sup>9</sup> <https://registry.verra.org/app/projectDetail/VCS/2085>

### III.1. Descriptif du projet

Le projet « Révégétalisation avec des arbres fruitiers dans la province de Manica du Nord, Mozambique » prévoit des plantations d'arbres fruitiers, à environ 40 km au sud-est de la ville de Chimoio et juste à l'extérieur de la ville de Sussundenga. Il s'agit donc d'un projet de la catégorie boisement, reboisement et végétalisation.

Les objectifs du projet sont de :

- Supprimer les émissions de GES de l'atmosphère en plantant environ 2 000 hectares d'arbres fruitiers pendant toute la période de comptabilisation qui séquestreront le CO<sub>2</sub> dans leur biomasse. Les émissions totales de GES estimées par la première partie du projet sont de 615 978 tCO<sub>2</sub>eq et les réductions d'émissions annuelles sont de 30 799 tCO<sub>2</sub>eq.
- Contribuer à la conservation de la biodiversité locale par le développement d'un écosystème agroforestier sur des terres auparavant abandonnées, et favoriser, par une utilisation durable des terres, la restauration des sols dégradés, la réduction du taux d'érosion et l'augmentation de la biodiversité.
- Contribuer au développement durable local en offrant des opportunités de formation et de travail à la population locale dans le domaine de l'agriculture durable.

### III.2. Transparence dans la gestion financière du Projet

Toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport ont donné peu d'information sur le montant du budget du projet et la manière dont il a été utilisé.

« Nous n'avons aucune idée du montant alloué à ce projet, mais nous savons qu'une partie du budget a été consacrée à la formation, au salaire et à la diffusion », ainsi s'exprime les organisations de la société civile (AENOR, Child Fund, LUPA).

Les représentants du gouvernement vont dans le même sens : « Nous n'avons pas été informés du montant alloué pour la mise en œuvre de ce projet ».

Les gestionnaires du projet (AENOR et MAC IN MOZ LTD) ne donnent pas beaucoup de détails: « Nous ne sommes pas informés du budget alloué à ce projet, mais le projet a obtenu 80 % ou plus du financement nécessaire pour couvrir le total des décaissements requis avant que le projet n'atteigne le seuil de rentabilité et ce montant a été dépensé pour les activités. »

### III.3. Impacts du projet

Selon toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport, le projet n'a entraîné aucun effet nocif sur l'environnement ou la santé humaine.

Ainsi, pour les habitants consultés (05 leaders communautaires, hommes et femmes), avant le début des activités du projet, les zones étaient abandonnées et presque personne ne dépendait des zones du projet pour les produits de première nécessité comme la nourriture. Avec le projet, les familles qui dépendent directement de la zone du projet, à travers le lieu de travail fourni par Macs In Moz, sont en moyenne de 600 personnes. Cette initiative profite directement aux familles et aux communautés, fournissant une source durable d'emplois, de nutrition et de revenus. Le projet est géré par Macs In Moz, une entreprise locale, qui embauche et forme des travailleurs locaux pour mettre en œuvre des activités agricoles de manière durable. Les travailleurs locaux bénéficient ainsi d'une bonne source de revenus et ils sont les premiers à protéger les plantes et à empêcher les empiétements d'acteurs extérieurs. Les arbres du projet sont des arbres fruitiers, il n'y a donc aucun risque d'exploitation illégale par des acteurs extérieurs puisqu'ils sont plantés et surveillés par les populations locales.

Pour les femmes consultées (05 au total), le projet emploie les femmes dans les pépinières, ce qui a augmenté leurs revenus et par ricochet les revenus familiaux. Les arbres fruitiers représentent l'espoir et l'opportunité.

Pour les organisations de la société civile (Child Fund, LUPA), le projet crée des niveaux plus élevés d'emploi et de développement des compétences dans les deux districts. En termes des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, le projet contribue à : l'ODD 8, Travail décent et croissance économique ; l'ODD 12, Assurer des modes de consommation et de production durables ; l'ODD 13, Action pour le climat ; et l'ODD 15, Vie terrestre.

Pour les représentants du gouvernement consultés (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables), le projet est conçu pour contribuer au plan national quinquennal du Mozambique, notamment en promouvant l'emploi, la productivité et la compétitivité et en assurant une gestion durable et transparente des ressources naturelles et de l'environnement. Les représentants du gouvernement reconnaissent que le projet contribue aux mêmes ODD identifiés par les organisations de société civile.

Pour les gestionnaires du projet (AENOR, MAC IN MOZAMBIQUE), selon la section 3.8.3 de la norme VCS, la période de comptabilisation des projets AFOLU aura un minimum de 20 ans et un

maximum de 100 ans. Par conséquent, l'activité du projet est conforme à la durée de la période de comptabilisation et a la possibilité de se renouveler quatre fois de plus. À cet égard, l'association espagnole de normalisation et de certification (AENOR) – un validateur de projet indépendant – peut confirmer que le Promoteur de projet (PP) a élaboré un plan crédible et solide pour la gestion et la mise en œuvre du projet sur la période de comptabilisation conformément à la section 3.8.4 de la norme VCS. AENOR a évalué les contributions durables au développement durable à travers l'examen du document de conception du projet, mais principalement à travers l'examen des preuves fournies, la visite du site et les entretiens avec les parties prenantes locales.

### **III.4. Additionnalité du projet**

Pour toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport, l'examen de l'impact socio-économique et environnemental positif du projet dans les districts cibles démontre que sans le projet, beaucoup d'améliorations n'auraient pas pu être réalisées dans un endroit abandonné et sans activités.

Par exemple : la fourniture d'emplois à environ 600 personnes actuellement dans la zone du projet n'a pas pu être facilement réalisée dans une zone qui a été abandonnée et sans activités dans la situation de référence.

### **III.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet**

#### **Comment les parties prenantes ont eu connaissance du projet**

Toutes les parties prenantes, y compris la population locale, les femmes, les organisations de la société civile, les représentants du gouvernement (1 responsable du Ministère en charge de l'environnement et du développement rural ; et 1 responsable du Ministère en charge des énergies renouvelables) et les chefs de projet ont été invitées par lettre, tandis que le public a été informé par le biais du journal « NOTICIAS » en février 2015. Les réunions de consultation des parties prenantes locales organisées dans la zone du projet ont inclus la participation directe de 74 personnes en moyenne.



Les parties prenantes consultées dans le cadre de cette étude jugent le processus d'information du projet adapté, efficace et inclusive.

### **Réunions de concertation**

Les réunions de consultation des parties prenantes locales organisées dans la zone du projet ont inclus la participation directe d'environ 74 personnes (population locale, femmes, organisation de la société civile, représentants du gouvernement et chefs de projet) aux réunions de consultation. De plus, pour atteindre le droit d'utilisation (DUATS) pour les terres de la zone du projet, des consultations complètes avec les parties prenantes locales ont été effectuées et ainsi plus de 20% de ces ménages ont été consultés.

Le promoteur du projet (PP), Agrimoz Sarl, a organisé trois événements de consultation des parties prenantes locales en février 2015 :

- Une première consultation des parties prenantes avec les représentants des travailleurs du Macs In Moz Ltda (MIM – le fournisseur de fonds) menée le 18 février 2015 ;
- Une rencontre avec les autorités locales le 20 février 2015 dans les locaux du MIM et au site de mise en œuvre du projet (la ferme) ;
- Une rencontre avec les représentants des communautés locales s'est tenue le 20 février 2015 dans les locaux du MIM et à la ferme.

### **Implication des parties prenantes dans la réalisation du projet**

- La population locale a été employée (environ 600 000) comme ouvrière dans les plantations du projet et a développé des vergers communautaires et privés ;
- Les OSC locales (Child Fund, LUPA) ont mené un programme éducatif pour réduire la pratique de la culture sur brûlis ;

## Prise en compte des préoccupations des parties prenantes

La contribution des parties prenantes locales (population locale, femmes, organisation de la société civile, représentants du gouvernement et gestionnaires de projet) a été reçue au cours des réunions et à travers des formulaires de retour d'information. Le résumé des commentaires reçus par le PP qui pourrait nécessiter des modifications à la conception du projet est le suivant :

- Les activités du projet ont nécessité des travailleurs qualifiés, dans certains cas également des travailleurs hautement spécialisés. L'expertise acquise pourrait également être appliquée en dehors de la zone du projet (au sein des « Machambas » privés des travailleurs) pour augmenter les rendements agricoles.
- Tous les participants ont été satisfaits de l'approche de partage adoptée par MIM depuis la toute première étape des activités du projet. Notamment l'implication des autorités locales et des communautés lors de la réunion d'attribution des droits fonciers. Ils ont suggéré d'accroître encore cette coopération notamment pour la définition des actions de responsabilité sociale d'entreprise du MIM.
- Les incendies incontrôlés sont considérés comme l'une des principales menaces pour les écosystèmes locaux, affectant les activités agricoles et les ressources naturelles. Le défrichage de nouveaux champs agricoles est la principale cause de ces événements. Au cours de la réunion, il a été demandé de mettre en œuvre un programme éducatif actif pour réduire la pratique de l'abattis-brûlis (par exemple, une formation en agriculture de conservation).
- Au cours de la réunion, il a été suggéré de fournir aux travailleurs du matériel et une formation pour le développement de vergers communautaires et privés. L'idée principale était de reproduire le projet de « champ de maïs », qui consistait à planter du maïs sur les terrains abandonnés, avec des arbres fruitiers comme source supplémentaire de nourriture pour les travailleurs.
- Les autorités locales sont informées de manière continue du programme de plantation de l'entreprise pour les années à venir. Ils ont recommandé de poursuivre la démarche de partage avec l'implication des communautés locales lors de la réflexion et de la concertation pour la demande de nouvelles concessions.
- Par rapport aux activités futures possibles de responsabilité sociale : la première proposition qui a été discutée était la construction d'un édifice religieux pour les travailleurs de l'entreprise. Cependant, étant donné la présence de diverses croyances

religieuses et l'impossibilité de rassembler toutes les confessions dans un même bâtiment ou de diviser les espaces religieux, le thème a été écarté comme source possible de conflits. Afin de fédérer et de rajeunir les relations entre les communautés, la construction d'un terrain de football a été proposée et acceptée par les participants.

- Certains participants ont demandé la construction d'un centre de santé communautaire. Cependant, cette proposition a été écartée en raison de la complexité de la législation mozambicaine concernant la construction et la gestion des bâtiments de santé.
- Les représentants des travailleurs ont demandé qu'on leur fournisse des capes imperméables pour protéger les travailleurs des intempéries pendant la saison des pluies.
- Afin de réduire l'impact sur les forêts locales et la consommation de combustible et de charbon de bois, il a été suggéré de fournir aux ménages locaux des résidus de biomasse provenant du nettoyage des nouvelles zones de plantation, de l'élagage et du décorticage.

La conclusion générale de la consultation des parties prenantes locales est que les communautés locales ont perçu que le projet avait un impact socio-économique et environnemental positif. En général, les communautés locales ont perçu les activités du projet comme un moteur important pour le développement des communautés environnantes.

À la suite de ces intrants, le promoteur du projet a compris les améliorations à faire en matière de formation, de renforcement des capacités, d'équipement pour les travailleurs, ainsi que le développement d'activités spécifiques de responsabilité sociale des entreprises destinées aux membres de la communauté locale.

### **III.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires**

Les revenus issus des crédits carbone du projet seront utilisés pour assurer la poursuite des activités dans les sites plantés et étendre les espaces plantés à plus de terre abandonnées, créant par conséquent plus d'opportunités d'emplois et des sources de revenus et de nutrition pour les populations locales.

## IV. Étude de cas 4. Promotion des fourneaux améliorés Wanrou au Bénin et au Togo

Données collectées par l'ONG CREDEL, Bénin

INFORMATIONS CLÉS DU PROJET	
<b>Nom du projet</b>	Promotion des Fourneaux améliorés Wanrou, au Bénin et au Togo
<b>Date de début du projet</b>	8 novembre 2016
<b>Durée</b>	10 ans
<b>Norme d'enregistrement du projet</b>	Gold standard
<b>Numéro</b>	GS6008 (VPA-02)
<b>Méthodologie</b>	GS MS Simplified Methodology for Efficient Cookstoves v1, « Méthodologie simplifiée pour les fourneaux de cuisson efficaces »
<b>Pays du projet</b>	Bénin et Togo
<b>Promoteur de projet</b>	Eco Bénin
<b>Fournisseurs de fonds</b>	Agence wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) avec 88% du financement
<b>Objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> (en tonnes)</b>	10 000 tCO <sub>2</sub>
<b>Modèle de gestion</b>	Participatif
<b>Impacts</b>	SDG1, SDG3, SDG7 et SDG13

## IV.1. Description du projet

Situé dans les Communes de Toucountouna et Ouaké, République du Bénin, le projet de fourneaux améliorés (Projet ProWAD) vise à réduire la déforestation et la dégradation des forêts en améliorant l'efficacité énergétique des ménages ruraux dans le contexte des changements climatiques à travers la promotion de technologies améliorées pour l'accès à l'énergie domestique (fourneaux améliorés Wanrou) pour réduire l'utilisation du bois et par conséquent les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) tels que le dioxyde de carbone.

Les principales activités menées par le projet sont : (i) la sensibilisation de la communauté ; (ii) la fabrication de fourneaux améliorés dans les ménages bénéficiaires ; (iii) l'enregistrement des ménages bénéficiaires ; (iv) la promotion de l'agroécologie ; (v) l'appui à la mise en place de la tontine féminine pour l'autonomisation financière des femmes.

## IV.2. Transparence dans la gestion financière du Projet

Selon les parties prenantes consultées dans le cadre de ce rapport, la gestion de ce projet dans la communication sur le budget est opaque. Ainsi, le gestionnaire du projet (ECO Benin) affirme que : « le budget est utilisé pour réaliser les activités du projet et le soutien des populations » ; même son de cloche de la part du chargé du programme (ECO Benin) du projet qui affirme avoir été informé sur le budget et qu'il est utilisé pour : « l'achat du matériel, le suivi des enregistrements et le suivi des foyers [fourneaux] ». Par contre, le chargé de suivi toujours à Eco Benin du projet, lui « ne sait pas ».

## IV.3. Impacts du projet

Toutes les parties prenantes consultées ont déclaré que le projet n'a pas produit d'effets négatifs dans les villages. Ainsi, pour WELE Maïma, une bénéficiaire du projet, « Le foyer [fourneau] est bon pour nous. Cela nous permet de ne plus trop chercher le bois. Le foyer ne produit pas autant de fumée que les foyers à trois pierres ». Pour YOKOSSI Edwige, une autre bénéficiaire « Wanrou est une bonne initiative. Comme cela n'utilise pas trop de bois, la fumée diminue et les risques de maladies aussi. »

En général, l'ensemble des parties prenantes reconnaît que le projet a produit les impacts positifs suivants :

- Réduction des quantités de bois utilisées pour la cuisson ;
- Réduction de l'abattage des arbres;
- Cuisson rapide des aliments;
- Réduction de la charge de travail des femmes liée à la recherche de bois ;
- Réduction de l'exode rural des femmes grâce aux tontines ;
- Diminution des maladies liées à l'absorption de fumée ;
- Augmentation des rendements agricoles grâce aux techniques fournies par le projet.

#### **IV.4. Additionnalité du projet**

Le projet en permettant la vulgarisation et l'adoption de près de 3000 fourneaux améliorés dans huit villages au Nord du Bénin par la formation des formateurs au niveau de chaque village. La promotion de l'agroforesterie par la distribution des milliers de plants d'arbres dans les villages. Ces deux activités contribuant à éviter 10 000 tCO2 dans la nature et protégeant les sols de l'érosion et de la dégradation. Enfin la mise sur pied des tontines villageoises contribuant à l'autonomie financière des femmes et réduisant l'exode rural dans les villages du projet. Tous ces résultats ne pourraient pas être atteints sans le projet quand on sait que le Bénin reste l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un indice de développement humain de 0,485 en 2014. Plus de la moitié de sa population vit avec moins de 1,25 dollar US par jour. Une grande partie de la population reste privé d'accès aux services sociaux de base et aux opportunités économiques, en particulier dans les zones rurales.

#### **IV.5. Niveau d'implication des différentes parties prenantes dans le projet**

##### **Comment les parties prenantes ont eu connaissance du projet**

Les populations locales ont été informées du projet principalement par ondes radio (Radio Oaké) et lors des réunions de sensibilisation tenue chacun huit villages bénéficiaires avec le chef du village.

Le message diffusé à la radio, pendant trois jours au début du projet, avait pour but d'informer les populations sur l'existence du projet et sensibiliser sur l'importance de pouvoir adopter une telle innovation.

Selon CREDEL et les parties prenantes consultées dans le cadre de cette étude, les communiqués à la radio complétés par des sensibilisations et une réunion des élus locaux au niveau de chaque village bénéficiaires ont permis aux populations de pouvoir être informées du démarrage du projet et de se mobiliser pour la mise en œuvre des activités et de comprendre l'importance de la préservation de l'environnement.

### **Implication des parties prenantes dans la réalisation du projet**

Aux côtés des chefs de projet, les Organisations de la Société Civile (OSC) telles qu'Alpha-Omega, et l'Association Nationale des Agricultrices du Bénin (ANAF-Bénin) et les femmes bénéficiaires ont été impliquées dans les activités suivantes du projet :

- Sensibilisation et formation des populations locales au cours desquelles les OSC sont intervenues en tant qu'experts en charge de la sensibilisation et de la formation ;
- La fabrication de fourneaux améliorés dans lesquels les bénéficiaires doivent apporter de l'eau et de l'argile, et la fabrication de briques doivent être utilisées pour la construction des fourneaux ;
- Vulgarisation des fourneaux améliorés : les femmes bénéficiaires du projet étaient chargées de promouvoir les fourneaux améliorés auprès des autres femmes du village ;
- Appui à la mise en place de tontines où les bénéficiaires doivent s'organiser en tontines ;
- Promotion de l'agro-écologie : les femmes bénéficiaires du projet doivent pratiquer des techniques de culture écologique dans leurs champs.

### **Prise en compte des préoccupations des parties prenantes**

Les préoccupations exprimées par les populations locales lors des réunions en début de projet ont porté sur la durée du projet et le nombre de villages bénéficiaires (08) qu'elles ont trouvé petit.

Les différentes activités suivantes ont créé un véritable engouement au sein des populations bénéficiaires :

- **Formation aux techniques agricoles modernes et écologiques et dons de plants** : Ce sont des sensibilisations qui ont été faites avec les populations bénéficiaires. Ces

sensibilisations ont été faites durant toute la durée du projet sur la thématique de l'agro-écologie. La promotion d'activités agricoles utilisant des itinéraires techniques adaptés aux changements climatiques a été faite. Des clubs environnementaux ont été mis en place dans six (06) écoles pour éduquer les enfants sur la protection de l'environnement. A ces enfants, les itinéraires techniques ont été appris en ce qui concerne le reboisement et les équipements nécessaires (plants, grillage de protection, etc...) ont été octroyés.

- **Création d'un groupe de tontines :** Organisation des femmes en groupes de tontines appelés AVEC « Association Villageoise d'Epargne et de Crédit. » Groupes composés de 15 à 25 femmes, qui se réunissent chaque semaine, elles décident d'un montant à cotiser par chaque membre ; de la somme issue de ces cotisations, des prêts avec intérêts minimes sont attribués aux membres qui en font la demande ; les sommes issus de la collecte des différents intérêts au remboursement des prêts est distribué équitablement entre les membres du groupe. Cinquante (50) AVECs ont été créées pour promouvoir l'empowerment des femmes et l'augmentation des activités génératrices de revenu.
- **Formation d'instructeurs à la fabrication de foyers [fourneaux] améliorés avec grandes cheminées :** Le Foyer Amélioré WANROU est un foyer de cuisson amélioré représentant une solution accessible pour augmenter l'efficacité énergétique de la cuisson à bois et limiter le recours abusif au bois-énergie. Il est fait à base d'argile et a comme combustible une très faible quantité de bois de chauffe. Il est composé de quatre grandes parties à savoir : une chambre de ventilation (par où circule l'air), une chambre de combustion, un support de la marmite, et une cheminée qui canalise la fumée hors de la cuisine. 80 monitrices ont été formées sur la fabrication du foyer amélioré Wanrou et ces dernières ont pu répliquer la construction au niveau des autres ménages. Plus de 3000 fourneaux améliorés ont été réalisés. Cela a été réalisé par Eco-Bénin.
- **Création de nouveaux modèles :** La technologie TEG (Générateur Electrique Thermique) et des kiosques solaires intelligent (Smart Kiosks) ont été valorisés au profit des communautés, ce qui leur permettra de charger leurs portables et d'avoir aussi de l'électricité à partir du Wanrou pour le TEG et des panneaux solaires pour les kiosques et lampes solaire.
- **Sensibilisation des femmes sur la bonne utilisation des fourneaux :** L'équipe projet de Eco-Bénin a fait les sensibilisations. Ils ont été appuyés par les élus locaux (mairie, arrondissement, chef village). Les moyens utilisés sont la radio, les assemblées villageoises et les réunions/ateliers.



#### **IV.6. Redistribution des bénéfices des projets mis en œuvre aux communautés vulnérables ou développement de projets communautaires**

La vente des crédits carbone permettra d'accompagner plus de femmes dans la fabrication des fourneaux améliorés, de faire un suivi des fourneaux sur 10 ans, faciliter le renouvellement du fourneaux, et mettre à la disposition des communautés le TEG et Kiosque solaire.

## Conclusion et recommandations

Au terme de cette étude, qui a permis de collecter des informations tant au niveau des populations locales, des femmes, des OSC, des responsables gouvernementaux et des gestionnaires de projets, l'étendue de l'importance de la promotion des marchés internationaux du carbone en Afrique apparaît clairement, cependant certaines lacunes constatées dans leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne le respect des droits des collectivités locales relatif à l'accès à l'information qui est un droit inaliénable dans la mise en œuvre des projets, ne permet pas de garantir l'atteinte optimale de leurs objectifs déclarés.

Dans les différents pays de mise en œuvre des projets étudiés, nous avons constaté l'absence d'un instrument de gouvernance publique pour assurer au niveau national une répartition équitable des bénéfices issus des crédits carbone ; ainsi chaque entité de mise en œuvre du projet a défini sa manière de procéder.

Nous avons également remarqué l'absence d'organismes indépendants (institutions sans intérêt direct dans le projet) qui peuvent donner des appréciations neutres sur les différentes activités des projets ; actuellement les différentes parties prenantes des projets ont tendance à donner des informations biaisées du projet car elles en sont bénéficiaires.

Au vue de cette situation, il serait bon de prendre en compte les recommandations suivantes pour permettre à la société civile africaine de jouer pleinement son rôle.

### **Ainsi les normes comme Verra et Gold Standard devraient :**

- Renforcer les capacités des associations et mouvements locaux sur le suivi et l'observation indépendante des projets climatiques. Pour leur permettre de bien comprendre les enjeux et de bien défendre les droits et intérêts des populations. Ainsi, pour chaque projet de marché du carbone, qu'il y ait une ONG qui assure le rôle d'observateur indépendant du projet ;
- Exiger de la transparence totale (y compris sur le plan financier) dans tous les projets carbone en Afrique. Par exemple, par la publication des rapports d'activités et des bilans budgétaires annuels ;
- Veillez au renforcement des moyens de communication, d'informations et de sensibilisation des différentes parties prenantes susceptibles d'être impliqués dans le cadre des projets (ceci concerne par exemple la communication porte à porte, affichage des banderoles, communication dans les réseaux sociaux, etc.) ;

### **Les gouvernements garant de l'intérêt public devraient :**

- Renforcer les capacités de leurs institutions concernées sur le suivi des projets climatiques, afin d'assurer la préservation de l'intérêt général dans ces projets ;
- Mettre en place un cadre juridique adéquat pour assurer la préservation de l'intérêt général dans les projets climatiques ;
- Soutenir la mise en place des plateformes/réseaux de concertations multi-acteurs, en vue de faciliter les consultations des différents acteurs ;

### **Pour les plateformes des organisations de la société civile intéressées par les projets climatiques juste et efficace :**

- Plaider pour l'intégration obligatoire des acteurs de la société civile, et la prise en compte de leurs propositions lors de la conception et la mise en œuvre des projets de marché du carbone ;
- Organiser une visite de terrain efficace dans différents pays porteurs d'un projet de marché du carbone afin d'identifier les OSC susceptibles d'être des observateurs locaux indépendants ;
- Organiser des ateliers de renforcement des capacités des organisations de la société civile en Afrique pour le suivi et le rapportage sur les projets climatiques ;
- Renforcer le plaidoyer pour l'obtention des règles comptables justes et équitables dans les projets des marchés du carbone en Afrique.



Avec le soutien de

**Brot**  
für die Welt

